

L'ACTION FRANÇAISE

40 centimes FRANCE & COLONIES

ORGANE DU NATIONALISME INTEGRAL

Tout ce qui est national est nôtre. — Le Duc d'ORLEANS.
Chef de la Maison de France, j'en revendique tous les droits, j'en assume toutes les responsabilités, j'en accepte tous les devoirs.
Le Duc de GUISE, héritier des quarante rois qui, en mille ans, firent la France.

REDICTION ET ADMINISTRATION
1, rue du Boccador (19, avenue Montaigne)
PARIS (8^e)
Adresse-télégraphique: ACTIOFRAN-PARIS
Téléphone: Administration: Balzac 53-52 et 53
Rédaction: Balzac 36-38; Publicité: Balzac 36-33
Après 10 heures du soir: Gutenberg 08-42
Registre du Commerce: Seine N° 73.523

Fondateur: HENRI VAUGEOIS — Directeurs politiques: LEON DAUDET et CHARLES MAURRAS. — Rédacteur en chef: MAURICE PUJO.

Vers un nouvel effort de propagande

Pour répondre aux appels pressants de Charles Maurras et sauver la vie au journal, menacé par les folles augmentations des prix de ces derniers mois, nous allons essayer, avec l'aide de nos amis, un nouvel effort de propagande pour l'abonnement direct, le seul matériellement productif, le seul qui puisse équilibrer le budget de notre maison.

Ces abonnements directs d'un an seront, me direz-vous, plus difficiles que d'autres à réaliser, à cause de la somme de 90 francs à verser d'un seul coup.

Nous avons pensé à cette objection et, avec l'assentiment de notre administrateur, toujours prêt à comprendre les difficultés de l'heure présente, nous avons obtenu que ce versement se fasse en deux fois, pour ceux qui en feraient la demande: le nouvel abonné, inscrit pour un an, paierait 45 francs comptants pour les six premiers mois, et à ce terme une nouvelle quittance de 45 francs lui serait envoyée sans qu'il ait à renouveler son abonnement.

Cet abonnement ainsi conçu revient beaucoup moins cher que l'achat du journal au numéro, le prix de celui-ci ayant été porté à 40 centimes.

De plus, afin de faire connaître à ceux qui viendront à nous de plus loin, sans doctrine, et qui ignorent le style et les idées de nos chefs et écrivains, — Charles Maurras, Léon Daudet, Jacques Bainville, Maurice Pujol, le colonel Larpent, etc. — nous mettrons à leur disposition, à titre de cadeau, lorsqu'ils souscriront leur abonnement, un volume choisi dans une collection vivante et intéressante, avec une dédicace de l'auteur (exception faite, hélas! pour Jacques Bainville). La liste de ces livres sera publiée prochainement.

Cette prime de bibliothèque serait également réservée à ceux de nos amis et anciens abonnés qui pourraient nous amener, en l'espace d'un mois, deux nouveaux abonnés.

Ces concours sera ouvert à partir du 2 avril prochain; il se terminera le 15 mai.

Donc, au travail! Partons tous en prospection, frappons à toutes les portes et faisons comprendre aux Français qui ont peur de la révolution, de la ruine et de l'anarchie, et qui ne savent comment se préserver de ces fléaux, qu'il existe un port de salut, un havre où ils trouveront les idées et les hommes capables de les défendre et de les conduire, par la voie du bon sens, vers la Paix sociale et la Vérité...

Mme Léon DAUDET.

P.-S. — Prière d'adresser tous envois d'abonnements aux bureaux du journal, 1, rue du Boccador, où se fera le classement.

Hommage suisse à Charles Maurras

Les sous-signés, représentant diverses opinions politiques, soucieux de ne pas se mêler aux affaires publiques d'un pays ami, témoins du rayonnement universel de la pensée de Charles Maurras et conscients de la grandeur de son caractère, lui adressent, à l'occasion de son Jubilé littéraire et de son incarcération, l'hommage de leur sympathie reconnaissante.

Signatures: Pierre-Eugène Bourquin, « à la mémoire de mon père, assassiné par le Front populaire ».

Jacques W. Aeschlimann, journaliste, député antiparlimentaire au Grand Conseil de Genève; Dr Henri Audeoud; François Baud, sculpteur; Paul Baud, sculpteur; Samuel Baud-Bovy, chef d'orchestre; Fred. Boissonnas, ci-devant photographe 12, rue Boissy-d'Anglas; Paul Bonny, directeur de l'Action nationale, député; Dr Bourquin-Gester; Henri Bressler, homme de lettres; Gaston Bridel, journaliste; Paul Chaponnière, journaliste; Henri Chenevard, romancier; Georges Deprez, chef d'orchestre; Charles d'Éternod, homme de lettres; Noël Fontanet, dessinateur du Pictor; Charles Fournet, homme de lettres; François Franzoni, poète; Henri Gagnebin, directeur du Conservatoire; Jules-Ernest Gross, journaliste, directeur de la Nouvelle Revue romande; Emile Hornung, artiste peintre; E. Jacques-Dalcroze, compositeur; professeur Dr René Koenig; Rodo-Mahert, journaliste; Frank Martin, compositeur; Charles Martinet, journaliste; Edouard Martinet, homme de lettres; Mlle J. de Mestral-Combremont; Dr Walter Michel, député; Alexandre Mottu, professeur au Conservatoire; Dr Raymond; Gaston Rothen d'Asperlin, artiste peintre; Jean Rumilly, romancier; Constant Schaufberger, homme de lettres; Henry Spiess, poète; Dr Roger Steinmetz, député; Max-Marc Thomas, journaliste; Pierre Valette, auteur dramatique; professeur Dr Veyrassat; Louis Vogt, avocat, à Genève.

Charles Humbert, artiste peintre; Léon Perrin, sculpteur; André Pierre-Humbert,

poète: J.-P. Zimmermann, homme de lettres, à La Chaux-de-Fonds.

René Auberjonois, artiste peintre; René Borchianno, poète; Emmanuel Buenoz, homme de lettres; Alex. Dénéraux, compositeur; Pierre Deslandes, homme de lettres; Charles Gergorat, conseiller national; A.-F. Marzocchi, compositeur; Albert Murét, syndic d'Épesses; Maurice Muret, correspondant de l'Institut, directeur de la Gazette de Lausanne; Frank Olivier, professeur à l'Université de Lausanne; C.-F. Ramuz, homme de lettres; E. et M. de Ribaudière, directeurs du Conservatoire de Lausanne; Georges Rigassi, directeur à la Gazette de Lausanne; Paul de Vallière, historien militaire, à Lausanne.

Dr Aldo Franzoni, à Locarno.

Eddy Bauer, professeur à l'Université; René Braicher, journaliste; J.-E. Chable, journaliste; Fred de Diesbach, journaliste; Marc Wolfrath, journaliste; Pierre Favarger, avocat, conseiller national; Alfred Lombard, professeur à l'Université; Emile Lombard, professeur à l'Université, à Neuchâtel.

Bernard Barbey, homme de lettres, à Paris.

Arthur Bertschi, poète; Charly Clerc, professeur à l'École polytechnique fédérale; Mme Mary Lavater-Slovan, romancière, à Zurich.

Mme L. Florentin, critique d'art à la Suisse; M. le Dr Henri Duprat et M. Henri Mugnier, homme de lettres, ont bien voulu joindre leurs noms à ceux de leurs confrères suisses.

L'initiative de cet hommage est dû à notre ami Hilaire Theurillat, qui en recueillit les signatures avec le précieux concours de MM. René-Louis Piachaud et Charles d'Éternod.

Nous rappelons qu'un hommage semblable avait été signé, il y a quelques temps déjà par MM. Gonzague de Reynold; Georges Ultramaré; René-Louis Piachaud; Louis Loze; Edouard Chapuisat, ancien directeur du Journal de Genève; le professeur Bernard Bouvier; Edgar Junod, directeur de la Tribune de Genève; le poète Jean Violette; Alexandre Gingria; Mme Noelle Roger; Henri de Ziegler; Albert Rheinwald, à Genève.

INSTITUT D'ACTION FRANÇAISE

33, rue Saint-André-des-Arts, Paris (VI^e)

Sous la présidence et avec la collaboration de HENRI MASSIS

Le vendredi 19 mars 1937, à 8 h. 45, conférence de H. DUFOUR et P. ROUX:

« Questions coloniales »

La contradiction courtoise est admise.

Pour les étudiants, entrée sur simple présentation de la carte de scolarité; pour les autres personnes, entrée 5 francs.

Un attentat contre la cathédrale de Montpellier

Montpellier, 15 mars. — Hier soir, vers 20 h. 45, une formidable explosion a mis en émoi le quartier de la cathédrale, à Montpellier. Un engin venait d'être déposé contre l'édifice religieux.

Sous la violence de la déflagration, toutes les vitres des maisons avoisinantes volèrent en éclats.

La police et le parquet sont sur les lieux.

Les dégâts

L'explosion a été provoquée par un engin explosif qui avait été placé sous le porche sud de la cathédrale Saint-Pierre, contre la grande porte centrale. Elle a occasionné une ouverture de 25 à 40 centimètres de diamètre dans cette porte, épaisse et résistante. Une seconde porte, plus mince, située au delà, a volé en éclats.

M. l'abbé Rovière, qui se trouvait dans l'église depuis 20 heures, a aussitôt alerté les autorités. Peu de temps après, arrivaient sur les lieux le procureur de la République, le chef du cabinet du préfet, le commissaire central, le capitaine de gendarmerie, l'adjoint au maire. Une grande foule s'était également amassée.

Les premières constatations permettent de croire que l'engin était une bombe ronde, d'une quinzaine de centimètres de diamètre, d'un modèle d'artificier. Sous le porche, on a trouvé une sorte d'écran auquel étaient encore rattachés les débris d'un cordon métallique. « Ce détail, dit le correspondant de l'agence Havas, peut faire supposer que l'auteur de cet attentat est inexpert dans le maniement des bombes.

« Aucune piste n'a pu être relevée. On se demande, en présence des circonstances de l'attentat, s'il ne serait pas l'œuvre d'un déséquilibré ou d'un anarchiste. « Les dégâts matériels sont insignifiants. Quelques poutres se sont détachées de la voûte. »

Est-ce la carte de visite d'un de ces réfugiés du Front populaire qui commencent à infester notre Midi?

AU NUMERO L'« ACTION FRANÇAISE » EST VENDUE 0 fr. 40

EN VOUS ABONNANT PAR AN 90 FR. — PAR AN Le numéro vous reviendra seulement

VOUS PAIEREZ MOINS CHER 0 fr. 24 L'Action française TOUCHERA PLUS

ATTENTION! — LE VRAI NOM DES CHOSES ET DES ETRES, SEUL MOYEN D'Y VOIR CLAIR ET DE MARCHER DROIT. — LES NATIONS DANS L'EMPRUNT

ENCORE LA GUERRE? — Ils sont incorrigibles.

Certains propos émis dans le Popu d'hier méritent d'inquiéter les esprits attentifs. On n'y parlerait pas autrement si l'on préparait une guerre — et très prochaine — en faveur des Espagnols de Valence et de Madrid.

Rien de net, rien d'avoué: des interjecs éloquentes. Attention! Attention! Est-ce à cela que serait destiné le nouveau « fonds » de « défense » nationale?

UN « AGENT DE PUTREFACTION »

Toute science étant une langue bien faite, il faut savoir comment dénommer le sieur Blum.

L'un des hommes politiques les plus consciencieux et les plus lucides de ce temps et de ce pays, patriote énergique, citoyen éprouvé et vigilant, historien loyal et véridique, administrateur consommé, a bien voulu m'adresser les lignes suivantes:

« Je vous écris de la bibliothèque de la Chambre et sur ce papier teinté trouvé dans le classeur. Je suis venu ici dans l'unique dessein d'y lire sur place le livre de Blum sur le Mariage, dont je ne connais, jusqu'à ce jour, que des extraits d'ailleurs bien instructifs. Je n'ai pas encore terminé cette lecture édifiante; malgré mon dégoût, je la poursuis jusqu'au bout. Comme nous êtes injuste, Pellisson — injuste pour une fois — en le traitant de chameau et surtout de chamelle: ces animaux sont utiles, celle-ci donne du lait. Comme nombre d'individus de sa race, Blum est tout simplement un AGENT DE PUTREFACTION; il est de ces Juifs d'anarchie (tous les Juifs ne sont pas tels, mais ceux-là ne sont pas rares chez eux) qui rêvent de dissoudre tout ce qui est solide, et d'abord famille et patrie, qui ne se contentent pas d'y rêver, qui travaillent activement à cette œuvre de dissolution. Son livre sur le Mariage est un témoignage accablant et cynique. Que la France — même réduite à ses éléments légaux, électoraux — se soit livrée à cet homme, que stupidement, aveuglément et lâchement, elle le subisse et le laisse poursuivre son entreprise de désagrégation familiale, nationale et sociale, c'est une constatation qui me bouleverse et qui attriste affreusement ce soir de ma vie. »

Ce reproche amical me va au cœur.

Cependant, coïncidence! Blum vient de nous écoeurer par un aspect nouveau de son rôle d'agent de putréfaction et de désorganisation: familiale, nationale, sociale, dit mon correspondant: il faut ajouter: mental, surtout mental, peut-être. Le plat rhétorique qui affecte de n'attacher aucune importance à ses obscènes contradictions et ose même s'en vanter nous avoue, de la sorte, que ce qu'il dit ne compte plus, soit qu'il témoigne du passé, soit qu'il feigne de s'engager pour l'avenir.

Si nous savons l'entendre, nul échange d'idées ne peut plus signifier rien avec lui. Et ainsi faut-il prouver d'un cynisme qu'il faut mesurer! Cynisme, en bon grec, ou Diogène le Cynique est une traduction affaiblie et apprivoisée de Diogène le Chien, ou *kuôn*, cynisme, doit être compris du lecteur français comme synonyme de chienne, et c'est ce qui, d'habitude, donne à Blum un nouveau nom d'animal, m'a fait donner à son « Chameau » la rallonge de « Chien ».

Qu'aura dit mon correspondant! Comme le chameau, comme la chamelle, le chien est une bête utile, même sympathique et tendre, parfois humaine. Nous souvenir de lui à propos de Blum ne laisse pas de rendre une espèce de gloire à l'agent de putréfaction, en même temps que le brave toutou en est durement avili... Mais quoi! les langues ont leur génie! On ne peut pas sacrifier les figures les plus naturelles et les plus expressives aux scrupules tirés du sens littéral de leur vocabulaire. Toute poissarde bien stylée sait ce que vaut son interjection de chameau: « MEYAL, surtout mentale » à Léon Blum comme un gant. L'impudique ingénue du Chien dans ses amours ne donne, il est vrai, qu'une idée atténuée de l'impudence recuite du fraudeur, du tricheur que sa fraude a fait exclure d'une composition de licence, du giton que ses moeurs ont chassé de l'École normale, du menteur que ses contradictions avérées, puis avouées, ont fait applaudir de la Chambre des députés... Mais, enfin, l'image et le mot restent significatifs, et, si le vestige de la nature ne nous offre aucun quadrupède fécelé comme le Chameau-Chien, cette figuration artiste n'en répond pas moins aux deux principales caractéristiques de notre héros. Et l'avantage incontestable de cette mythologie est de bien attester qu'à l'Action Française nous demeurons fidèles à notre résolution de ne pas considérer l'individu scandaleux hissé au pouvoir par une démocratie-antifrançaise et antihumaine comme une personne naturelle avec laquelle il soit loisible de discuter et de traiter.

On ne traite pas avec un Chameau, ni avec un Chien. Moins encore avec un Chameau-Chien. Le Blum est où il est pour faire le mal. Il est où il est pour faire du mal à tout ce qui peut et doit compter dans l'ordre de la société et de la nation. La putréfaction et la désagrégation ne sont pas seulement les effets de son action, ni le résultat de son œuvre. Ces deux termes sont par lui voulus et visés de la façon la plus consciente, et dans les conditions précises où, de tout temps, les hommes témoins de tel méfait ou de tel forfait n'ont pu les constater de vive voix sans en chasser les auteurs de leur communauté ni refuser de leur reconnaître figure humaine, ni oublier de les installer sur un barreau inférieur de l'échelle animale... J'entends

encore un vieux paysan de ma Provence à qui l'on racontait de dégoûtants exploits de gloutonnerie dont on louait un de ses voisins: — A ce pas d'ome, es de pour... Ça, ce n'est pas des hommes, c'est des porcues...

Après la chienne, la promotion de Blum à la Porcherie peut être prochaine. Elle se rattache à l'un des processus les plus naturels de l'esprit humain: car l'important, pour l'homme, est de ne se laisser tromper par aucune apparence et de ne pas se laisser entraîner à produire les arguments de la raison ou les sentiments du civisme et du patriotisme contre la fange organique de l'immonde bestialité de ce Juif.

— Mais tels catholiques traitent avec lui. Mais tels progressistes...

— Tant pis pour tels progressistes, tant pis pour tels catholiques. Leur erreur, s'il y a erreur, doit être innocente. Elle ne sera pas sans effet cruel. Le certain est qu'ils le regretteront, et peut-être même le pleureront-ils en larmes de honte, de pus, de sang.

Nous qui savons, nous qui voyons, il importe de nous en tenir au « Chameau-Chien » comme à la plus éblouissante et à la plus nécessaire des vérités protectrices.

Chameau-Chien! Chameau-Chien!

AUTOUR DE L'EMPRUNT.

Tout le monde n'est pas financier de carrière ou de profession. Mais, sur cet important objet, il existe des vérités d'expérience suggérées par la vie et la psychologie de l'Argent, que les spécialistes infirment ou confirment, mais qui ne sont jamais contestées par les faits.

On ne lira pas sans plaisir les éclaircissements suivants que donnait au Temps d'avant-hier un technicien de talent, M. Frédéric Jenny.

Son article, conçu en termes objectifs, ne donne pas tort à ceux qui disent et répètent que le succès de l'emprunt s'explique par deux causes: son fond ou son paravent moral de défense nationale (dont la sincérité doit être contestée du seul fait du régime Blum) et le caractère extraordinaire, « exceptionnel » et même anormal des garanties offertes, les mêmes qui, l'autre jour, offusquaient la conscience délicate de M. Frossard.

Ces garanties ne donnent d'ailleurs pas une idée très haute du crédit gouvernemental (le crédit du pays n'étant pas en cause) et l'acceptation du prétexte patriotique et national ne donne pas, non plus, une idée très haute de la perspicacité ni de la prévoyance de nos assemblées politiques.

Mais écoutons M. Frédéric Jenny sur un point important de politique financière internationale: POURQUOI LE DOLLAR ET LE LIVRE NE SONT PAS MONNAIES DE PAYEMENT. Nous avons dit tout à l'heure que, sans nul doute, il eût été plus simple que les devises étrangères adoptées comme monnaies de compte, c'est-à-dire la livre et le dollar, fussent également des monnaies de paiement. A en juger d'après les nouvelles parvenues d'Amérique et d'Angleterre, les autorités anglo-saxonnes s'y sont opposées.

Et cette opposition n'avait pas été prévue! Et le contraire avait été escompté. Et nos prétendus chefs sont tombés de leur haut quand ils ont appris la vérité... C'est de l'histoire.

Continuons: L'opposition qui s'est manifestée à cet égard aux Etats-Unis n'a rien de mystérieux. La loi Johnson interdit les prêts aux pays étrangers dont les devises ne peuvent être employées à payer les intérêts d'un emprunt. Le gouvernement a la majorité des membres du Congrès ont estimé que l'ouverture d'un guichet de paiement aux Etats-Unis — qui eût été la conséquence normale de l'adoption du dollar comme monnaie de paiement — serait contraire à l'esprit de cette loi, parce qu'un tel système pourrait, à tort ou à raison, être considéré comme comportant un appel indirect aux capitaux américains.

Les raisons de la défaveur avec laquelle les mêmes devises françaises ont été accueillies sur notre marché sont moins claires. Selon certaines explications, la trésorerie britannique ne souhaitait point, pour des raisons de politique monétaire, de voir la livre sterling devenir la monnaie de paiement d'un emprunt étranger dont les conditions établissent, au départ, un rapport fixe entre la devise anglaise, le franc et le dollar.

D'après d'autres indications, peut-être plus proches de la réalité, l'attitude anglaise aurait été dictée plutôt par le double souci de ne point encourager, à un moment où le CHANCELLER DE L'ÉCHIQUEUR VA AVOIR LUI-MÊME A FAIRE APPEL LARGEMENT AU CRÉDIT, UN IMPORTANT MOUVEMENT DE CAPITAUX D'ANGLETERRE VERS LA FRANCE, et d'éviter qu'un emprunt étranger payable en livres et comportant un taux d'intérêt supérieur de beaucoup à ce que l'ÉTAT ANGLAIS A COÛTUME D'OFFRIER À SES PROPRES PRÊTEURS n'exerce sur le foyer des capitaux outre-Manche une influence défavorable.

Juste conclusion de l'expert: Quoi qu'il en soit, les difficultés auxquelles se sont heurtés, du côté anglo-saxon, les efforts qui visaient à donner à l'emprunt de la Défense nationale un caractère plus largement international n'ont point empêché le succès éclatant de cette opération, et c'est là l'essentiel. Cependant ces difficultés comportent un enseignement. L'attitude des autorités britanniques, notamment, montre qu'en se fiant aveuglément, en ce qui concerne la solidarité financière et monétaire internationale, aux

ACCORDS TRITARITES, ON S'EXPOSERAIT A DES DÉCEPTIONS. En ces matières, CHAQUE PAYS — et l'Angleterre la première — règle d'abord sa conduite selon ce qu'il croit, à tort ou à raison, CONFORME À SES PROPRES INTÉRÊTS. Les considérations d'ordre international ne viennent qu'en second lieu. Aussi bien le sort de la monnaie et des finances d'un pays quel qu'il soit dépend-il avant tout et surtout de la politique et des efforts nationaux.

POLITIQUE ET POLITIQUE NATIONALE D'ABORD! On peut s'en désoler. Mais tel est le fait. Et, si l'on construit sur plans, si l'on organise sur projets comme si « le fait » était autre qu'il n'est, le sort de ces beaux plans et de ces beaux projets sera tantôt de s'écrouler à peine sortis de terre et tantôt même de ne pouvoir percer au jour!

L'Angleterre et les Etats-Unis seront enchantés de passer au col de la France tous les licols diplomatiques et financiers qu'elle aura la sottise de leur offrir. Mais, quant à la contre-partie, ces Puissances commencent par consulter leurs intérêts.

Et, si nous sommes sages, nous, si nous avons le sentiment du ridicule, si nous ne sommes pas étrangers aux véritables données de la Justice et de la Charité, nous nous garderons bien d'en blâmer Londres et Washington: nous les comprendrons!

Le gouvernement américain, le gouvernement anglais, tous les gouvernements humains ont le devoir de songer d'abord non pas à eux (comme disent les imbéciles), mais à leur nationaux, aux gens dont les intérêts leur sont confiés comme le plus sacré des dépôts. Avant de songer au bonheur des gens de Paris ou de Marseille, le chef de l'Etat anglais ou américain doit songer au bonheur des gens de New-York et de Londres! Il est parfaitement absurde de parler, à ce propos, d'égoïsme. C'est de l'altruisme clair et net, c'est l'aide prête, c'est le service rendu à la créature humaine qui est la plus proche et qui est, éminemment, le prochain.

Cela ne veut pas dire qu'il faille décrier les non-nationaux, ni tourner le bouton pour tuer le mandarin inconnu de l'autre côté de la terre: cela veut dire que les bienfaits de notre charité doivent commencer par la zone connue, et proche, à laquelle nous attachons des devoirs élémentaires directs et spéciaux.

Ces vérités sont en horreur à Blum et à ses pareils. Si elles étaient restées en honneur en France, le Chameau-Chien et ses pareils ne seraient pas montés où ils sont.

UNE AVENTURE QUI FIT LA JOIE DE NOS ANNEES D'ETUDE

Cela ne veut pas dire qu'il faille décrier les non-nationaux, ni tourner le bouton pour tuer le mandarin inconnu de l'autre côté de la terre: cela veut dire que les bienfaits de notre charité doivent commencer par la zone connue, et proche, à laquelle nous attachons des devoirs élémentaires directs et spéciaux.

Ces vérités sont en horreur à Blum et à ses pareils. Si elles étaient restées en honneur en France, le Chameau-Chien et ses pareils ne seraient pas montés où ils sont.

Et, le jour demandait un voyageur français, pourquoi, mes amis, voulez-vous le Statu? Ils répondaient: Parce que les Anglais, qui ont un Statu, sont tous millionnaires. Quand nous aurons le Statu, nous le serons aussi.

Ne prenez pas en pitié ces pauvres insurgés de Naples, ou songez aux malheureux Français (truffés, il est vrai, de beaucoup de mèches) qui, l'an dernier, se figuraient qu'ils auraient le PAIN, LA PAIX, LA LIBERTÉ en volicitant ces fameux terribles dont les deux tiers manquent déjà, — et quant au troisième, celui du milieu, il y a longtemps qu'il menace ruine!

LE DERNIER LIVRE DE BAINVILLE. « FORTUNE DE LA FRANCE ».

M. Robert Kemp écrivait dans la Liberté d'avant-hier: Avec une préface de M. J.-C. Gignoux, et un avant-propos de M. Jean Marcel, on publie (chez Plan) un choix d'articles de Bainville: LA FORTUNE DE LA FRANCE, parus dans la Liberté, le CAPITAL, L'ACTION FRANÇAISE, etc.

Les uns datent de vingt ans. Les autres de 1935. Ils semblent tous écrits pour éclaircir les événements d'aujourd'hui, l'espérer et revenir bientôt, tout à loisir. C'est la lecture la plus nourrissante... Par delà la mort, il nous enseigne encore! Vérité que n'oublie aucun de nos lecteurs. Ce maître ouvrage doit devenir le livre de chevet « pour éclaircir les événements d'aujourd'hui », comme dit fort bien M. Kemp.

PELLISSON.

TABLEAU D'HONNEUR DE L'ACTION FRANÇAISE	
Pour avoir sauvé la Paix	CHARLES MAURRAS
EST EN PRISON	depuis ... 138 jours
PIERRE JUHEL..	46 jours

Encouragements

par J. DELEBECQUE

M. J. L. Garvin, journaliste anglais qui ne manque pas d'autorité, a écrit dans le dernier numéro de l'Observer les lignes suivantes: « Le vrai désir d'Adolf Hitler n'est pas de conquérir la Russie, mais de créer une Europe centrale unie sous la direction de l'Allemagne. Et pourquoi pas, après tout? Un tel système de fédération comprendrait au moins 150 millions d'êtres riches de ressources industrielles et agricoles au même titre que la Russie. Il pourrait tenir tête à la puissance soviétique qui s'exerce sur une population de 200 millions d'individus. »

Voilà qui au moins ne laisse pas place à l'équivoque. M. Garvin, par haine du bolchevisme ou pour toute autre raison, se convertit au pangermanisme intégral. Et il met les pieds dans le plat. Ce que les Allemands pensent et espèrent, il le dit tout haut et l'approuve hautement. La « fédération » de 150 millions d'hommes « sous la direction de l'Allemagne », cela représente d'Anschluss et la disparition de l'Autriche, la conquête de la Tchécoslovaquie, la reconquête de la Pologne, du couloir polonais et de la Haute-Silésie. Autriche, Tchécoslovaquie, Pologne, cultures et civilisations anciennes, nationalités ressuscitées, sont condamnées à mort par le directeur de l'Observer qui, dans son zèle de néophyte, réclame un peu plus loin pour la chère race allemande « une mission correspondant à sa grandeur, capable de donner un débouché politique à ses incomparables énergies organisatrices ». Vous entendez bien? Il ne s'agit plus de facilités commerciales ou même d'union économique, mais de débouché politique. Ce qui signifie — ou les mois n'ont pas de sens — que le drapeau à la croix gammée devra flotter de la mer du Nord et de la Baltique au Brenner, du Rhin à la Vistule et aux Carpathes. C'est exactement le programme du Deutschland über alles.

(Lire la suite en 2^e page)

« Vous entendez bien? Il ne s'agit plus de facilités commerciales ou même d'union économique, mais de débouché politique. Ce qui signifie — ou les mois n'ont pas de sens — que le drapeau à la croix gammée devra flotter de la mer du Nord et de la Baltique au Brenner, du Rhin à la Vistule et aux Carpathes. C'est exactement le programme du Deutschland über alles. »

(Lire la suite en 2^e page)

ECHOS

Aujourd'hui, nos amis trouveront au Foyer du Duc de Guise, 19, rue des Grands-Augustins, les bonnes terrines souvent réclamées, des rillettes et quelques poulets en gelée. Avis aux amateurs. (La vente a lieu de 10 heures à midi et de 3 heures à 6 heures.)

Au sommaire du numéro du 15 mars de la REVUE UNIVERSELLE:

GÉNÉRAL FRANCO: Pourquoi nous avons déclenché le mouvement nationaliste. — CHARLES MAURRAS: La Politique naturelle. — ANDREW SMITH: J'ai été ouvrier en U. R. S. S. (1932-1935). — CASIMIR FAUCONNET: Les Temples de Sicile. — ALBERT FÉLLEURAT: La jeunesse de Paul Bourget. — ARMAND PRAVIEL: Belzunce et la peste de Marseille.

DANS LA PARTIE CHRONIQUE: Les Lectures de Henri Massis; Au plein confusion, par Saint-Bric; Les Lettres, par André Rousseaux; La Poésie, par Pierre Camo; Sur la méthode de Descartes, par Thierry Maulnier; De la T. S. F. à la pause, par Robert Hovard de la Montagne; L'Institut de Giboulins, par Lucien Corpechot; Les Spectacles, par Robert Brasillach.

Abonnements à la REVUE UNIVERSELLE (23, rue du Dragon, Paris-VI). France et colonies un an, 84 francs; six mois, 43 francs; trois mois, 22 francs. Etranger: 110 francs. Le n°: 6 francs.

GENTLEMAN 100 %...

quand vous porterez le vêtement, ville, sport ou voyage, de la nouvelle collection que lord Badington vient de faire venir de Londres et que vous trouverez à

LONDON HOUSE

62, avenue des Champs-Élysées.

LES EUFS DE PAQUES

BASILE, chocolatier-confiseur, 36, rue St-Guillaume.

Allez voir le cadran solaire qui marque l'heure la nuit comme le jour, ornés de créations exclusives et très pendules exposées durant la quinzaine d'horlogerie chez HENRIKS, 24, faubourg Saint-Honoré.

La Politique

par G. LARPENT.

I. Les classes moyennes

Le sort des classes moyennes continue à intéresser le Front populaire; celui-ci sent bien que lesdites classes moyennes se détachent de lui: après avoir assuré son succès électoral, elles n'ont pas tardé à s'apercevoir que leurs intérêts avaient été sacrifiés par Blum et consorts à ceux de la classe ouvrière. Victimes comme les ouvriers de la hausse des prix, elles n'ont pas bénéficié de l'accroissement de ressources qui a été alloué aux ouvriers sous forme d'augmentation de salaires.

Les plaintes des classes moyennes ont ému les radicaux socialistes, menacés de perdre une notable partie de leurs électeurs. Voici les socialistes qui, à leur tour, entrent en scène, et, dans l'œuvre, M. Marcel Déat consacre un article à la « Défense des classes moyennes ». Il étudie très rapidement la situation des paysans et des petits commerçants, et montre, ce qui est assez évident, que la solution dite de libéralisme, qu'à l'heure actuelle on semble considérer comme une panacée universelle, serait inopérante dans l'espèce. Les produits agricoles doivent être protégés, à l'extérieur, contre la concurrence étrangère, et, à l'intérieur, contre les fraudeurs et les spéculateurs. Sans préconiser absolument l'étatisme, M. Marcel Déat réclame « une économie ordonnée, contrôlée, dirigée, sur laquelle s'exercera la souveraineté de l'intérêt collectif ». A